



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

La préfète de la Haute-Savoie

Annecy, le 14 août 2025

Chevalier de la légion d'honneur

Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n° PAIC-2025-0057

Portant mise en demeure de la société THONON AGREGATS SAS

64, route d'Armoy

Crêt Sainte Marie – Dessous la Feuillasse – Combe des Prés, 74200 THONON-LES-BAINS

(siret : 393 909 395 00062)

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-8, L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et 46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 07 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU le dossier d'autorisation déposé par l'exploitant en janvier et février 2016 et en particulier l'étude d'impacts qui y est jointe ;

VU l'arrêté préfectoral n°PAIC 2018-0001 du 15 janvier 2018 autorisant la société Thonon Agrégats à exploiter une carrière de matériaux fluvio-glaciaires sur la commune de Thonon-Les-Bains ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 15 mai 2025 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 16 juillet 2025 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 16 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence observation de l'exploitant à l'issue de la phase contradictoire ;

CONSIDÉRANT le phasage prévu dans le dossier demande d'autorisation et à l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral n°PAIC 2018-0001 du 15 janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT qu'à la date de l'inspection, la remise en état de l'extension Ouest avec régalinge de la terre végétale, engazonnement et plantation d'arbres (essences locales) devait être achevée ;

CONSIDÉRANT que le jour de l'inspection le remblayage de la zone Ouest n'était pas finalisé et que la remise en état par apport de terre végétale, engazonnement et plantation d'arbres n'avait pas débuté ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant nous a déclaré qu'il restait encore 2 ans de remblayage avant de commencer la remise en état par apport de terre végétale et végétalisation ;

CONSIDÉRANT que la situation actuelle ne correspond pas au phasage prévisionnel ;

CONSIDÉRANT que les garanties financières doivent être mises à jour par rapport au nouveau plan de phasage ;

CONSIDÉRANT que sur la zone Est, les limites d'extractions du carreau sont les suivantes :

- exploitation jusqu'à la cote du carreau actuel à 480 NGF puis exploitation par casiers d'Est en Ouest de l'extension Ouest et de la partie Est du carreau de la carrière actuelle jusqu'à la cote 470 NGF (sauf sur son secteur Sud avec une cote limitée à 474 NGF le secteur Nord de l'extension avec une cote limitée à 478 NGF) ;
- comblement progressif des différents casiers exploités à l'aide de matériaux inertes pour revenir à une cote de 480 NGF ;
- déplacement en fin de phase de l'installation de criblage-lavage-concassage vers le rebord Nord du carreau de la carrière actuelle afin de libérer pour la phase suivante la partie du carreau restant à exploiter de la cote 480 NGF à la cote 470 NGF sur la partie Nord et 474 sur la partie Sud ;

CONSIDÉRANT que ces limites avaient été déterminées dans l'étude d'impact par rapport à la cote des plus hautes eaux : 2,5 mètres au moins au-dessus de la cote des plus hautes eaux de la nappe située au droit du site ;

CONSIDÉRANT que le jour de l'inspection, nous avons constaté que l'exploitant a extrait au-delà des limites maximales qui avaient été déterminées par rapport à la cote des plus hautes eaux ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de transmettre une étude hydrologique concernant les impacts éventuels de l'approfondissement du carreau afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un non-respect des prescriptions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité et de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1er :

La société Thonon Agrégats, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 28 rue des Tattes 74 380 NANGY, est mise en demeure de stopper, sans délai, toute extraction en dessous des limites d'extraction prescrites dans l'article de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PAIC 2018-0001 du 15 janvier 2018 qui autorise l'extraction de matériaux alluvionnaires sur la commune de Thonon-les-Bains.

Article 2 :

Sous 6 mois, l'exploitant est mis en demeure de déposer, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, un porter à connaissance dûment argumenté, demandant la modification du phasage.

Le phasage proposé doit être justifié par rapport aux conditions d'exploitation en tenant en compte du gisement réellement exploitable vis-à-vis du rythme de production par rapport à la durée d'exploitation restante de 4 ans. Les 4 dernières étant consacrées à l'achèvement de la remise en état du site.

L'actualisation des garanties financières devra également être transmise.

Article 3 :

Sous 3 mois, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant justifiera du comblement de la zone extraite abusivement avec les matériaux qui ont été excavés et non avec des déchets inertes extérieurs.

Il transmettra également, dans les mêmes délais, une étude hydrologique concernant les impacts éventuels de l'approfondissement du carreau afin de justifier qu'il ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier pour la protection de la nature et de l'environnement.

Article 4 :

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Le présent arrêté est notifié à la société Thonon Agrégats.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus par l'article R 181-50 du code de l'environnement :

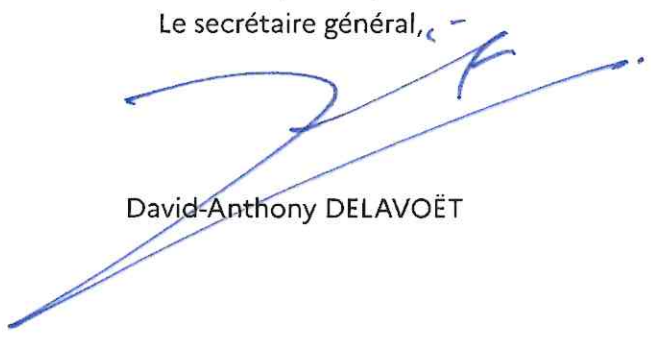
1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article R 181-50 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée à monsieur le maire de la commune de Thonon-Les-Bains

Pour la préfète,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT